

Province du Québec
Municipalité de St-Alphonse

RÈGLEMENT NUMÉRO 279-2013

Règlement numéro 279-2013 décrétant une dépense de 1 366 375\$ et un emprunt de 1 305 465\$ pour la construction d'une cellule d'enfouissement au lieu d'enfouissement technique de matières résiduelles et à utiliser le solde disponible de 60 910\$ provenant du règlement d'emprunt 234-2006.

ATTENDU que les municipalités des MRC de Bonaventure et Avignon ont signé une entente pour acheminer leurs matières résiduelles au LET de Saint-Alphonse désigné comme étant la demie Est du lot 1018, rang V, canton Hamilton ;

ATTENDU que la Ministre des Affaires municipales et des Régions a confirmé dans une correspondance en date du 6 décembre 2005 qu'advenant une entente à l'effet que la participation des autres municipalités couvre la presque totalité du remboursement de l'emprunt, le projet n'affecterait pas le pouvoir d'emprunt de la municipalité de Saint-Alphonse, laquelle fait partie intégrante du présent règlement comme annexe C;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Alphonse a un certificat d'autorisation portant le numéro 7522-11-01-0002302 en date du 20 juin 2008 et une modification portant le numéro 7522-11-01-0002304 en date du 19 janvier 2009 émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs dûment en vigueur pour l'exploitation du site, lequel fait partie intégrante du présent règlement comme annexe «D» et «E»;

ATTENDU qu'il y a un solde disponible au règlement d'emprunt numéro 234-2006 et que la Municipalité de Saint-Alphonse désire utiliser ce solde;

ATTENDU que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 8 avril 2013;

Il est proposé par le conseiller Yves Barriault, appuyé par la conseillère Josiane Appleby et résolu à l'unanimité des conseillers que le conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1. Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci comme s'il était au long reproduit.

RÈGLEMENT NUMÉRO 279-2013

ARTICLE 2. Le conseil est autorisé à exécuter ou à faire exécuter les plans et devis, surveillance et construction d'une cellule d'enfouissement au lieu d'enfouissement technique de matières résiduelles sur le territoire de la Municipalité de Saint-Alphonse et desservant les municipalités signataires et régionales intervenantes de l'«Entente relative à la fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» portant les numéros 131-12668-00, en date du 8 avril 2013 incluant les frais, les taxes et les imprévus, tel qu'il appert de l'estimation détaillée préparée par Guy Péloquin de la firme Genivar, en date du 2 avril 2013, lesquels font partie intégrante du présent règlement comme annexe « A » et «F».

ARTICLE 3. Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 1 366 375\$ pour les fins du présent règlement.

ARTICLE 4. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 1 305 465\$ sur une période de 3 ans et à utiliser le solde disponible du règlement d'emprunt 234-2006 pour une somme de 60 910\$.

Le remboursement du solde disponible se fera conformément au règlement dont on approprie le solde. La compensation exigée par le règlement 234-2006 et dont on utilise le solde disponible est réduite d'autant.

ARTICLE 5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles à l'égard de toute partie de financement des soldes disponibles énumérés à l'article 4 du présent règlement réalisé après le premier janvier 2001 et pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé, annuellement durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable desservi par le service de matières résiduelles situé sur le territoire de la municipalité, une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation.

ARTICLE 6. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ARTICLE 7. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement entre autres les montants provenant des municipalités signataires selon les termes et critères de l'«Entente relative à la fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» et jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante comme annexe «B ».

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de la dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention entre autres les montants provenant des municipalités signataires selon les termes et critères de l'«Entente relative à la fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» et jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

ARTICLE 8. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

AVIS DE MOTION LE 8 AVRIL 2013
ADOPTÉ À LA SÉANCE DU 6 MAI 2013
APPROBATION REÇUE DU MAMROT LE 19 JUIN 2013
PUBLIÉ LE 12 JUILLET 2013

Gérard Porlier,
Maire

Reina Goulet,
Secrétaire-trésorière
et directrice générale